

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 21/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALINEA

VALINEA
rue du Champ du Cerf
25200 Montbéliard

Références : UID257090/SPR/EDB 2026 – 0518A
Code AIOT : 0005900458

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2026 dans l'établissement VALINEA implanté RUE DU CHAMP DU CERF 25200 Montbéliard. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2026 et dans le contexte de remise en service des installations qui a eu lieu en 2025.

En effet, le site a fait l'objet d'importants travaux de modernisation en 2024 et 2025 consistant notamment aux opérations suivantes :

- Démantèlement d'une ligne d'incinération et rénovation de la seconde ligne ;
- Maintien de la chaudière existante ayant fait l'objet d'importants travaux de maintenance,

- nettoyage ;
- Changement du four oscillant, de la chambre de tranquillisation et du dispositif de traitement des fumées ;
- Rénovation des locaux sociaux, enrobés, réseaux d'eaux ;
- Refonte complète du système de commande et de l'automate ;
- Remise à neuf de tout le réseau électrique ;
- Mise en place d'un nouveau système de détection/extinction incendie.

La mise en service à chaud (premiers déchets dans le four) a eu lieu le 15/05/2025.

La mise en service industrielle a débuté le 07/08/2025 : période de 1500 h où l'installation est éprouvée dans toutes les conditions pour vérifier ses performances (tests avec PCI (pouvoir calorifique inférieur) très bas, très élevé, ...) et optimiser sa conduite.

Une inspection a eu lieu le 11 septembre 2025 qui a mis en évidence des non-conformités relatives aux émissions atmosphériques. Les installations étaient en cours de mise en service industrielle ce qui impliquait des ajustements et réglages afin d'optimiser le fonctionnement du four et le traitement des rejets atmosphériques.

Le présente visite d'inspection consiste à refaire le point sur la thématique des émissions atmosphériques, 10 mois après la mise en service industrielle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALINEA
- RUE DU CHAMP DU CERF 25200 Montbéliard
- Code AIOT : 0005900458
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est constitué d'une ligne d'incinération (four oscillant) avec une capacité totale de 32 000 tonnes par an (4 t/h). La chaleur produite par l'incinération des déchets (ordures ménagères, déchets d'activité économique, encombrants) est valorisée par un groupe turbo alternateur permettant de produire de l'électricité pour l'autoconsommation du site et la revente et par des aérocondenseurs et échangeurs pour le réseau de chauffage urbain.

17 personnes travaillent actuellement sur le site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	Demande d'action corrective	6 mois
2	Conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9 b)	Demande d'action corrective	1 mois
3	Concentration en monoxyde de carbone	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Concentration et flux en polluants	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.	Demande d'action corrective	1 mois
5	Concentration et flux en métaux	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.	Demande d'action corrective	1 mois
7	Concentration et flux en PCDD/PCDF	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.	Demande d'action corrective	1 mois
9	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
8	Concentration et flux en NH3	Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite le site était propre et l'exploitant dispose d'une bonne gestion documentaire. L'unité est encore en cours de finalisation des réglages pour optimiser le fonctionnement du four et le traitement des rejets atmosphériques. L'inspection relève des améliorations des résultats des mesures des rejets atmosphériques par rapport à ceux de 2025. Il subsiste toutefois quelques dépassements sur lesquels l'exploitant continue de travailler activement.

7 non-conformités ont été relevées :

- Echec du test de surveillance des systèmes automatiques de mesures - QAL2 pour le débit.
- Non-respects ponctuels de la température minimale pendant deux secondes (T2S) en

- moyenne 30 minutes ;
- Dépassements des valeurs limites d'émissions (VLE) en monoxyde de carbone ;
- Dépassement de la concentration moyenne journalière en HCl, dépassements de la VLE en flux journalier en SO₂, dépassements de la VLE 30 minutes pour le COT (Carbone Organique Total) ;
- Dépassements des VLE en mercure ;
- Dépassements en PCDD/PCDF (Polychlorodibenzo-p-dioxines/furannes) lors de la surveillance en semi-continu ;
- Dépassement du compteur des heures de fonctionnement en OTNOC (conditions de fonctionnement autres que normales).

Le non-respect d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L.171-8 et R.514-4 du Code de l'environnement.

Considérant les actions engagées ou prévues par l'exploitant, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision, pour le moment suspendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats du contrôle QAL 2 (étalonnage et validation) des systèmes automatiques de mesure de ses rejets à l'émission effectué en mars et avril 2026 (rapport du 7 mai 2026).</p> <p>Ce rapport met en évidence une non-conformité sur le test de variabilité du débit, il n'est pas possible de qualifier la valeur. Le bureau d'études en charge des mesures des rejets atmosphériques et de la vérification QAL2 était présent le jour de la visite et a précisé que la zone au niveau de la section de mesurage était très encombrée à cause du nombre de dispositifs de mesurage et qu'il était donc difficile de qualifier la mesure de débit/vitesse.</p> <p>L'exploitant prévoit de refaire des ouvertures supplémentaires au niveau de la cheminée pour éviter les perturbations et devra refaire les tests pour confirmer la valeur.</p> <p>A noter, la vitesse d'éjection moyenne mesurée était de 24,54 m/s, valeur conforme.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Après modification de la cheminée, une nouvelle vérification "QAL2" sera programmée dans un délai de 6 mois à compter du dernier contrôle QAL2.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 2 : Conditions de combustion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9 b)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Température pendant deux secondes (T2S)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a communiqué ses rapports mensuel relatifs aux mesures en continu de ses rejets depuis le 1^{er} janvier 2026 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Janvier 2026 : la moyenne journalière minimale relevée est de 891,37 °C. • Février 2026 : la moyenne journalière minimale relevée est de 889,16 °C. • Mars 2026 : la moyenne journalière minimale relevée est de 915,53 °C. • Lors de la visite l'exploitant a indiqué qu'il n'y a pas eu d'anomalie de la moyenne journalière de la T2S relevée en avril. <p>L'exploitant a transmis son relevé des dépassements 30 minutes de la T2S (température à 850 °C pendant 2 secondes) (suivi indicatif) qui indique 23h de dépassements (T2S inférieure à 850 °C) de janvier à avril 2026. Le relevé présenté fait état des causes de ces écarts parmi lesquelles on retrouve notamment le commentaire « charge four » ou « brûleur de maintien en défaut ».</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les remontées d'information à la supervision dont celle de la T2S. Elle affichait lors de la visite une valeur de 937°C.</p> <p>Lors de la visite du 11 septembre 2025, il avait été constaté des écarts relatifs à la moyenne journalière de la T2S, ce n'est plus le cas sur les premiers mois de l'année 2026, ce qui démontre une amélioration. Il subsiste toutefois quelques écarts sur les moyennes 30 minutes : l'exploitant indique qu'il continue à travailler sur l'optimisation de la combustion.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit veiller à poursuivre les démarches engagées afin d'éviter ce type de non-conformités et doit continuer à analyser finement les causes afin d'y remédier et de les anticiper.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Concentration en monoxyde de carbone

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière ; - 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 % de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur dix minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de vingt-quatre heures.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise un suivi en continu du monoxyde de carbone en moyenne journalière (VLE à 50 mg/m³) et en moyenne sur une demi-heure (VLE à 100 mg/m³). Les VLE sont à respecter dès l'entrée dans le four du premier déchet et jusqu'à plus aucun déchet présent dans le four. Ce suivi met en évidence les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Janvier 2026 : pas de dépassement en moyenne journalière. 3H de dépassements pour les VLE 30 minutes. • Février 2026 : pas de dépassement en moyenne journalière. 3H de dépassements pour les VLE 30 minutes. • Mars 2026 : pas de dépassement en moyenne journalière. 1H de dépassements pour les VLE 30 minutes. • L'exploitant a communiqué en séance les valeurs d'avril 2026 : pas de dépassement en moyenne journalière. 5H30 de dépassements pour les VLE 30 minutes. <p>L'exploitant incrémente son compteur 60h avec les dépassements des VLE 30 minutes en CO. Comme déjà rappelé lors dans le rapport de la visite d'inspection du 11 septembre 2025, l'article 10 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 dispose :</p> <p><i>« L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques des installations d'incinération ou de co-incinération, « de traitement » des effluents aqueux et atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées.</i></p> <p><i>Sans préjudice des dispositions de l'article 9 e, cette durée ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 28 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de</i></p>

telles conditions doit être inférieure à soixante heures.

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m^3 , exprimée en moyenne sur une demi-heure. **En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées.** Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées. »

Dès lors, le CO n'est pas à inclure dans le compteur 60h, les dépassements des VLE 30 minutes sur ce paramètre constituent des non-conformités.

L'exploitant a indiqué que les réglages de l'automate sont en cours par le prestataire pour que le CO et le COT n'incrémentent plus le compteur 60h.

Les rapports trimestriels transmis par l'exploitant reprennent les causes de chaque dépassement des VLE 30 minutes.

L'exploitant a mis en place deux caméras endoscopiques de haut niveau afin d'avoir une vision constante du feu et pouvoir agir en temps réel. La caméra au niveau du four a été constatée lors de la visite. L'exploitant a indiqué que la seconde caméra qui se situe au niveau de la chambre de tranquillisation était hors-service (défaut constructeur), elle sera prochainement remplacée.

L'exploitant avait lancé une étude du profil thermodynamique pour analyser la combustion. Suite aux résultats de cette étude, il a travaillé sur l'injection d'air secondaire afin qu'il se maintienne dans la couche gazeuse et non dans les déchets, pour cela des buses de plus gros diamètre ont notamment été mises en place.

L'exploitant indique qu'il continue à travailler sur l'optimisation de la combustion et procède régulièrement à des réglages fins de son unité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à poursuivre les démarches engagées afin d'éviter ce type de non-conformités et doit continuer à analyser finement les causes afin d'y remédier et de les anticiper. De plus, l'exploitant doit finaliser les démarches pour sortir le CO et le COT de son compteur 60h.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Concentration et flux en polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂ et NO_x

Prescription contrôlée :

Paramètre	Valeur moy. journalière (mg/m^3)	Valeur moy. journalière (mg/m^3)	Valeur moy. sur une demie- heure	Flux (kg/j)

	(mg/m ³) NOC	(mg/m ³) R-EOT	heure (mg/m ³) R-EOT	
Poussières totales	5	10	30	7,2
Substances organiques à l'état des gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT ou COVT)	10	10	20	7,2
Chlorure d'hydrogène(H Cl)	8	10	60	7,2
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	1	4	0,72
Dioxyde de soufre (SO ₂)	40	50	200	16,8
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote - NO _x	150 (2) 200 (3)	400	300 (2) 400 (3)	115

(2) Valeurs applicables à partir du 2 mai 2025.

(3) Valeurs applicables jusqu'au 2 mai 2025.

Constats :

L'exploitant a communiqué les résultats de la première campagne de mesures semestrielle pour 2026 de ses rejets atmosphériques réalisée les 3 et 4 mars 2026 (rapport du 26/03/2026) en conditions normales de fonctionnement (NOC).

Les mesures ont été réalisées par un organisme certifié COFRAC et sont constituées de 3 essais de 1 heure.

Les résultats des mesures ne font pas apparaître de dépassements au regard des valeurs limites fixées en concentration et en flux sur les polluants encadrés par cette prescription de l'arrêté préfectoral.

En parallèle, l'exploitant a transmis en amont de la visite ses rapports mensuels pour les mois de janvier, février, mars 2026.

Les causes des dépassements sont précisées dans les rapports trimestriels transmis au fur et à mesure à l'inspection des installations classées.

Les rapports mettent en évidence (contrôle par sondage) :

- Pour le paramètre HCl :

- 27/01/2026 : dépassement de la concentration moyenne journalière (8,38 mg/Nm³) en conditions normales de fonctionnement (NOC). Rapport d'incident transmis par mail du 06/02/2026 : « *Le personnel d'exploitation a identifié une défaillance sur la vis d'extraction de bicarbonate vers le broyeur. N'ayant pu acquitter le défaut via la supervision, une intervention sur l'IHM [interface homme-machine] locale a été nécessaire pour relancer l'équipement. Durant cette manipulation, un pic à 119,07 mg/Nm³ a été observé entre 19h30 et 20h00, entraînant mécaniquement le dépassement de la moyenne journalière. Étant donné qu'il s'agit d'un dysfonctionnement ponctuel, cet incident sera examiné lors de la révision annuelle du plan de gestion des OTNOC.* »
- Dépassements des VLE 30 minutes en HCl (R-EOT = NOC + OTNOC dont phases de démarrage/arrêt avec déchets dans le four) : 30 minutes en janvier, 2 h en février (incrémentation du compteur 60 h).
- 22/02/2026 : dépassement du flux journalier (9,46 kg/j)
- 22-23/04/2026 : dépassements concentration moyenne journalière : 18,90 mg et 20,82 mg. Rapport incident : « *Une opération de maintenance préventive a été menée sur les systèmes de broyage du Bicarbonate juste avant que ces dépassements ne surviennent. Les réglages des broyeurs effectués durant cette maintenance se sont révélés incorrects, ce qui a entraîné un dysfonctionnement du système et, par conséquent, une granulométrie inadaptée du réactif à la sortie de l'équipement.* » Les réglages ont depuis été corrigés.

- Pour le paramètre SO₂ :

- 3 dépassements du flux journalier : 21/02/26 (17,37 kg/j) ; 26/02/26 (16,96 kg/j) ; 27/02/26 (16,85 kg/j).
- 22-23/04/2026 : Dépassements flux SO₂ : 10,10 kg/j et 19,42 kg/j. Rapport incident : « *Une opération de maintenance préventive a été menée sur les systèmes de broyage du Bicarbonate juste avant que ces dépassements ne surviennent. Les réglages des broyeurs effectués durant cette maintenance se sont révélés incorrects, ce qui a entraîné un dysfonctionnement du système et, par conséquent, une granulométrie inadaptée du réactif à la sortie de l'équipement.* » Les réglages ont depuis été corrigés.

- Pour le paramètre COT :

- un dépassement de la VLE 30 minutes pour le COT (R-EOT) : 30 minutes en mars.

Même remarque que pour le CO. L'exploitant incrémente son compteur 60h avec les dépassements des VLE 30 minutes en COT. Or l'article 10 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 dispose : « [...] »

La teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m³,

exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone **et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées**. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées. »

Dès lors, le COT n'est pas à inclure dans le compteur 60h, les dépassements des VLE 30 minutes sur ce paramètre constituent des non-conformités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à poursuivre les démarches engagées afin d'éviter ce type de non-conformités et doit continuer à analyser finement les causes afin d'y remédier et de les anticiper.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Concentration et flux en métaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Métaux

Prescription contrôlée :

Paramètre	Concentration maximale (mg/m³) NOC	Valeur moy. journalière (mg/m³) R-EOT	Flux (g/j)
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,02	0,05	36
Mercurure et ses composés, exprimés en mercurure (Hg)	0,02 (4)	0,05	36
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,3	0,5	360

(4) un suivi des valeurs demi-horaires supérieure à la valeur de 0,04 mg/Nm3 est réalisé

Annexe 2.2.2.a de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 :

Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).

Notas :

(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.

(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.7

Constats :

L'exploitant a communiqué les résultats de la première campagne de mesures semestrielle pour 2026 de ses rejets atmosphériques réalisée les 3 et 4 mars 2026 (rapport du 26/03/2026) en conditions normales de fonctionnement.

Les résultats n'appellent pas de remarque sur les paramètres Cadmium et métaux totaux.

Les résultats des mesures font apparaître un dépassement en concentration pour le paramètre mercure : 0,023 mg/Nm³ au lieu de 0,02.

L'exploitant a transmis la contre mesure réalisée suite à ce dépassement. La mesure a été réalisée le 1^{er} avril 2026 et fait apparaître des résultats en concentration et en flux conformes aux valeurs limites d'émission.

En parallèle, l'exploitant a transmis en amont de la visite ses rapports mensuels pour les mois de janvier, février, mars 2026.

Les rapports mettent en évidence :

- Dépassements des valeurs moyennes journalières en NOC pour le mercure :

→ 05/02/2026 : 21,92 µg/Nm³.

→ 06/02/2026 : 136,81 µg/Nm³.

Rapports incidents transmis par mail du 24/02/2026.

« Malgré l'intervention rapide du personnel et une injection supplémentaire de Dioxorb en manuel, ce dépassement n'a pu être évité. Nous constatons de façon ponctuelle un faible débit de Dioxorb, même avec la vis à 100 %. Le prestataire a été contacté et va investiguer sur ce point. Par ailleurs, la société Envéa est intervenue pour une maintenance des analyseurs de mercure. Le remplacement des joints sur les cannes pourrait expliquer une mesure plus précise de la quantité de mercure et, par conséquent, ces pics élevés. Nous allons tester le Sorbacal 6373 lors de notre prochaine commande. Ce produit, composé de 20 % de charbon actif, 65 % d'argile et 15 % de chaux, est fortement dopé en sulfures pour capter le mercure ionique et métallique. Sa teneur en chaux pourrait également améliorer les résultats sur le HF en cas de traitement des acides au bicarbonate. »

→ 03/03/2026 : 20,41 µg/Nm³

Rapports incidents transmis par mail du 09/03/2026.

« Malgré l'intervention rapide du personnel et une injection supplémentaire de Dioxorb en manuel,

ce dépassement n'a pu être évité.

Actions menées: -Abaissement de la consigne de régulation de $15 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ à $10 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$ - Augmentation de la butée basse de 40 % à 50 %. -Intervention du prestataire semaine 11 pour modification du système d'injection suite à mise en demeure -Commande de Sorbacal 6373 (20 % charbon actif, 65 % argile, 15 % chaux). »

- Dépassement des valeurs journalière en R-EOT pour le mercure :

→ 06/02/2026 : $129,34 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$. Même rapport d'incident que supra.

→ 27/02/2026 : $52,47 \mu\text{g}/\text{Nm}^3$. Rapports incidents transmis par mail du 09/03/2026 :

" Malgré l'intervention rapide du personnel et l'injection manuelle additionnelle de Dioxorb, ce dépassement n'a pas pu être évité.

Actions entreprises : Mise en demeure du prestataire pour la mise en conformité de son installation ; Intervention planifiée du prestataire en semaine 11 pour modifier le système d'injection, suite à la mise en demeure ; Commande passée de Sorbacal 6373 (composition : 20 % charbon actif, 65 % argile, 15 % chaux) ".

- Dépassement du flux journalier pour le mercure le 06/02/2026 : $82,86 \text{ g/j}$. Même rapport d'incident que supra.

L'inspection a constaté le report du paramètre Hg sur les écrans de contrôle de la supervision.

Au 31 mars 2026, le temps cumulé d'indisponibilité de l'analyseur en mercure depuis le 01/01/2026 était de 13h30 heures (en-dessous des 500 h admises).

Un suivi des valeurs demi-horaires supérieures à la valeur de $0,04 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ est réalisé et reporté sur les rapports mensuels. Du 01/01/2026 au 31/03/2026, il est recensé 72h30 de dépassements des VLE 30 minutes indicatives ($0,04 \text{ mg}/\text{Nm}^3$). Ce suivi est indicatif, l'exploitant doit en tenir compte pour adapter son traitement.

L'exploitant explique ces dépassements par les problématiques persistantes du dispositif de traitement du mercure déjà mentionnées lors de la visite de 2025.

Le dispositif d'injection du réactif avait subi de nombreux dysfonctionnements depuis la mise en service de l'installation : bourrages réguliers au niveau de la trémie d'injection, problème de dimensionnement de la vis d'alimentation, dysfonctionnement de la programmation.

L'exploitant indique avoir travaillé avec son fournisseur à l'amélioration du système et aux réglages permettant d'éviter cela (modification de la trémie de réception du réactif et du dispositif de colmatage). Il a également changé de réactif courant mars 2026.

Depuis l'utilisation de ce nouveau réactif, il indique avoir beaucoup moins de dépassements en mercure.

Un dépassement a toutefois été relevé en avril 2026 mais la cause identifiée est l'origine des déchets. L'exploitant est encore en cours d'investigations sur ce sujet.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à poursuivre les démarches engagées afin d'éviter ce type de non-conformités et doit continuer à analyser finement les causes afin d'y remédier et de les anticiper.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</p> <p>PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance : Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8); Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).</p> <p>(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm³.</p> <p>(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dioxines et furannes bromés (PBDD et PBDF)</p> <p>Les dioxines et furanes bromés sont à mesurer tous les 6 mois ; il ne peut en effet être exclu que des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés arrivent dans les fours.</p> <p>Le contrôle semestriel du 3 mars 2026 (rapport du 26/03/2026), effectué par SOCOTEC, intègre les dioxines et furannes bromés (PBDD et PBDF). La durée de l'essai est de 6 heures. La valeur mesurée est de 0,00067 ng/Nm³ sans facteur de pondération et 0,000067 ng/Nm³ avec facteur de pondération I-TEQ/Nm³ (OTAN). Le rapport d'essais fourni présente bien les résultats individuels de chaque congénère ainsi que la somme des PBDD/PBDF analysés, en ng/m³, aux conditions normales de température et de pression, sur gaz sec, sans application d'un facteur équivalent toxique ainsi qu'avec application des I-TEF correspondant aux dioxines et furanes chlorés, en ng I-TEQ/m³ (OTAN) en précisant la valeur du facteur I-TEF utilisé, ainsi que la somme des congénères avec cette pondération. Les résultats sont exprimés aux conditions normales de température et de pression, sur gaz sec.</p> <p>Dioxines-like (PCB-dl)</p> <p>La surveillance des émissions de PCB-dl (dioxine-like) sur échantillonnage à long terme est en place. L'exploitant a transmis les 3 derniers rapports relatifs aux mesures du 19/12/2025 au 16/01/2026, du 16/01/2026 au 13/02/2026 et du 13/02/2026 au 13/03/2026.</p>

Cette mission est confiée à SOCOTEC qui sous-traite l'analyse des cartouches au laboratoire Eurofins GfA Lab Service GmbH.

Les résultats du 19/12/2025 au 16/01/2026 (0,0601 ng/m³) et du 16/01/2026 au 13/02/2026 (0,1064 ng/m³) sont supérieurs à la valeur guide de 0,01 ng/m³ (dioxines et furannes chlorés + PCB-dl) extraite de la décision d'exécution UE 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les MTD pour l'incinération des déchets, non reprise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

Les résultats du 13/02/2026 au 13/03/2026 sont quant à eux conformes à cette valeur guide.

Il est rappelé que la périodicité de cette mesure peut être réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant **2 années consécutives** à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm3.

L'expression des mesures respecte bien les recommandations de la note IR_2024.08 disponible ici : https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2024-08/2024-08-06%20-%20FAQ_incineration_diox-PCB_pr.pdf

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Concentration et flux en PCDD/PCDF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Dioxines et furanes

Prescription contrôlée :

Paramètre	Concentration maximale (ng/m³) NOC	Flux (µg/j)
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	0,08	3

Nota : La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage à long terme.

Lorsque l'échantillonnage à long terme comprend des périodes de conditions de fonctionnement autres que normales, la VLE reste applicable pour la moyenne de l'ensemble de la période d'échantillonnage. En cas de dépassement de la VLE, l'exploitant pourra indiquer la présence éventuelle de périodes OTNOC ayant impacté la mesure pendant la période de prélèvements.

Constats :

Rappel :

Rappel :

Depuis le 3 décembre 2023, la valeur limite figurant en annexe 7 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 12 janvier 2021 est de 0,08 ng I-TEQ (OTAN)/Nm³ en moyenne sur une période d'échantillonnage de 2 à 4 semaines (semi-continu). Cette valeur est applicable au site de VALINEA Energie depuis le 2 mai 2025 conformément à son arrêté préfectoral du 15 juillet 2024 portant dérogation temporaire à l'application de certaines NEA-MTD.

Cet AMPG ne définit pas de valeur pour la période d'échantillonnage à court terme (mesure ponctuelle), qu'il définit comme une période d'échantillonnage de 6 à 8 heures. Toutefois le tableau 7 de la MTD 30 de la décision d'exécution UE 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019, non reprise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021, prévoit un niveau d'émission associé fixé à 0,06 ng/Nm³.

L'arrêté préfectoral du 15 juillet 2024 prescrit un flux de 3 µg/j. Il est relevé une erreur au niveau de l'unité, le flux prescrit est en réalité de 3 µg/h (flux prescrit dans l'article 26.5 de l'arrêté d'autorisation initial du site du 19/04/2005). Cette erreur sera prise en compte lors d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

L'exploitant a transmis les 3 derniers rapports de sa surveillance en semi-continu des PCDD/PCDF :

- Mesures du 19/12/2025 au 16/01/2026 : concentration mesurée de 0,0601 ng I-TEQ/Nm³ soit inférieure à la valeur limite de référence de 0,08 ng ITEQ/Nm³. Flux mesuré de 1,50 µg/h soit inférieur à la valeur limite de 3 µg/h.
- Mesures du 16/01/2026 au 13/02/2026 : concentration mesurée de 0,1078 ng I-TEQ/Nm³ soit **supérieure** à la valeur limite de référence de 0,08 ng ITEQ/Nm³. Flux mesuré de 2,60 µg/h soit inférieur à la valeur limite de 3 µg/h.
- Mesures du 13/02/2026 au 13/03/2026 : concentration mesurée de 0 ng I-TEQ/Nm³ et flux mesuré de 0 µg/h.

L'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 dispose :

« Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite définie à l'article 17, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais. »

Pour le dépassement de la mesure en semi-continu de janvier/février 2026, l'exploitant a transmis le rapport du 26/03/2026 pour une mesure réalisée le 03/03/2026 dans le cadre du contrôle semestriel (essai de 6 heures) : concentration mesurée de 0,00011 ng I-TEQ/Nm³ soit inférieure à 0,06 ng I-TEQ/Nm³ (tableau 7 de la MTD 30 de la décision d'exécution UE 2019/2010 de la commission du 12 novembre 2019).

L'exploitant a transmis son rapport d'incident le 11/05/2026 :

« Un débit de Dioxorb réduit a été constaté à plusieurs reprises, en raison d'un dysfonctionnement récurrent des équipements du prestataire en charge du traitement de fumée.

Le prestataire a fait l'objet d'une mise en demeure pour non-conformité de son installation. L'intervention de la société Aréa Impianti, avec les modifications apportées aux systèmes d'injection de réactifs, a permis de rétablir la conformité des niveaux de mercure et de dioxines.

Désormais, l'utilisation du nouveau Sorbacal 6373 garantit une optimisation des performances. »

L'exploitant indique que le réactif pour les dioxines est le même que pour le mercure, le changement de réactif opéré courant mars devrait éviter les dépassement à l'avenir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à poursuivre les démarches engagées afin d'éviter ce type de non-conformités (dépassements en PCDD/PCDF lors de la surveillance en semi-continu).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Concentration et flux en NH3

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/07/2024, article 2.2.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Ammoniac

Prescription contrôlée :

Paramètre	Valeur moy. journalière (mg/m ³) NOC	Valeur moy. journalière (mg/m ³) R-EOT
Ammoniac (NH3)	10 (5) 30 (6)	30

(5) Valeurs applicables à partir du 2 mai 2025.

(6) Valeurs applicables jusqu'au 2 mai 2025.

Annexe 2.2.2.a de l'arrêté ministériel du 12/01/2021 :

Ammoniac : fréquence en continu (2)

(2) Mesuré dans les installations ayant recours à la SNCR ou à la SCR

Constats :

Les résultats des mesures en continu de janvier 2026 à mars 2026 et la dernière mesure semestrielle par un organisme accrédité pour l'ammoniac ne présentent pas de dépassement par rapport aux valeurs limites réglementaires en concentration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un plan de gestion des OTNOC sous format tableau qui met en évidence les défaillances, les phénomènes redoutés, la fréquence estimée et les moyens de détection.</p> <p>Les temps de fonctionnement en OTNOC sont reportés dans les rapports mensuels.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir terminé l'année 2025 avec 306 heures de OTNOC ce qui dépasse le plafond de 250 heures autorisées.</p> <p>Lors de la visite, 158 h de fonctionnement en conditions OTNOC étaient comptabilisées (compteur visible au niveau de la supervision), ce qui est déjà très important à mi-mai. L'exploitant indique qu'une grande partie des heures de fonctionnement OTNOC sont dues aux problématiques liées l'injection de charbon actif et que depuis la mise en place du nouveau réactif courant mars et des actions correctives mises en œuvre, ces heures diminuent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra porter une vigilance particulière sur sa gestion des heures de fonctionnement en conditions autres que normales (OTNOC). En effet, pour exemple, d'après son plan de gestion des OTNOC, les anomalies liées au charbon actif ne doivent être relevées que deux fois par an, ceci ne correspond pas à la réalité.</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection, dans un délai de 4 mois, son plan de gestion des OTNOC révisé, prenant en compte son retour d'expérience en faisant une corrélation avec les véritables heures recensées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois